

Cher Monsieur,

Bonjour,

Vous attirez mon attention au sujet de la destitution du Président de la République, et ce en raison du contexte social et de la forte mobilisation qui a lieu depuis quelques semaines dans notre pays.

Je vais tenter de vous apporter des éléments de réponse précis à votre sollicitation.

Tout d'abord, comme l'a rappelé Emmanuel Macron lundi soir, la crise que nous traversons actuellement n'est le fruit que de quarante années de politiques publiques inefficaces, inadaptées et trop passives pour mieux lutter contre les fractures sociale et territoriale. C'est sur la base de ce diagnostic et sur la volonté de réformer notre pays en profondeur que nous avons été élus, moi et mes collègues de la majorité. Nous avons certes engagés des réformes ambitieuses pour redonner du pouvoir d'achat aux Français, et remettre l'éducation, la formation et l'emploi au cœur de notre société. Mais force est de constater que nous n'avons pas été assez vite et pas assez loin.

C'est pour cela que le Président de la République a annoncé différentes mesures qui répondent à l'état d'urgence social et économique du pays :

Afin d'amplifier les mesures déjà prises par la majorité et le Gouvernement sur le pouvoir d'achat des Français

§ La hausse de la CSG subie cette année par les retraités qui touchent une pension entre 1200 et 2000€ par mois sera annulée au printemps 2019 (le temps de faire voter la disposition au Parlement)

§ A partir de 2019, les heures supplémentaires seront rétribuées sans impôts ni charges

§ Dès janvier 2019, le revenu d'un salarié au SMIC augmentera au total de **100 nets** par mois, sans qu'il en coûte un euro de plus à l'employeur (afin de ne pénaliser l'embauche). L'accélération de l'augmentation de la prime d'activité, et la suppression déjà effective des cotisations salariales permettront d'atteindre cette augmentation de 100€ plus rapidement que prévu. Cela fait plus de dix ans qu'une telle hausse du salaire minimum n'avait pas eu lieu.

§ Le Gouvernement demande également aux entreprises qui le peuvent de verser à leurs salariés une prime exceptionnelle de fin d'année, qui sera versée sans impôts ni charges.

Un renforcement de la justice fiscale, avec des décisions fortes

§ Les dirigeants des grandes entreprises françaises devront payer tous leurs impôts en France ;

§ Les grandes entreprises qui réalisent des profits en France, comme les GAFA (*Google, Apple, Facebook, etc.*) devront payer l'impôt français

Plus largement, ces mesures ne pourront dispenser notre Gouvernement et notre majorité d'engager un débat national et une plus grande association des citoyens à l'élaboration des législations qui guident le quotidien des Français. Un nouveau « contrat avec la Nation » sera mis en place, au travers notamment de la grande concertation nationale voulue par le Président (en association avec toutes les communes), et de la réforme constitutionnelle.

Cette nouvelle approche de notre démocratie devra répondre à différents enjeux fondamentaux de notre époque :

- § Aux questions institutionnelles (par exemple de la prise en compte du vote blanc, de la participation plus directe des citoyens, de la représentation) ;
- § A la question de l'équilibre de notre fiscalité ; pour la rendre plus juste et acceptable pour tous ;
- § A la question du quotidien pour faire face au changement climatique (comment se déplacer, se loger, se chauffer, etc.) ;
- § A la question de l'organisation de l'Etat, aujourd'hui trop parisien, et celle du service public dans tous nos territoires ;
- § La question de l'immigration, et plus globalement de l'identité de notre Nation, devra également être affrontée.

Ce débat, auquel chacun pourra participer, sera mené en priorité par les maires qui le souhaitent, et que le Président a annoncé vouloir tous rencontrer, région par région.

Vous invoquez dans votre message différentes violations de la Constitution et de l'Etat de droit par le Président de la République ; j'y réponds point par point dans le corps de votre mail (ci-dessous, en vert).

Espérant avoir pu répondre de manière efficace et entière à votre interpellation, je reste disposée à vous rencontrer pour échanger davantage ;

Veuillez recevoir, Monsieur Messias, mes meilleurs sentiments.

Bien cordialement

Laëtitia Romeiro Dias

Députée de la 3ème circonscription d'Essonne
Commissaire aux Affaires sociales
Membre de la délégation aux droits des femmes